

# « L'école doit apprendre à vivre dans un monde nouveau »

Pour le patron de l'école catholique, Etienne Michel, élèves et professeurs devront apprendre à vivre avec la menace terroriste.

Les élèves et étudiants bruxellois ont repris le chemin des cours, ce mercredi matin. Une rentrée placée sous haute surveillance policière... pour certaines écoles. Le dispositif de sécurité mis en place dans la Région (près de 300 agents patrouillant autour des établissements scolaires) ne permet pas une présence policière permanente partout, confortant l'inquiétude de certains parents.

Cette inquiétude explique

pour l'essentiel l'important taux d'absentéisme constaté ce mercredi. Il va pourtant falloir apprendre à vivre avec la menace, comme le constate Etienne Michel, le directeur du Secrétariat

général de l'enseignement catholique (Segec), principal réseau d'enseignement en Communauté française.

Pour le patron du « libre », « l'école va devoir vivre dans un monde nouveau. Il faudra une prise de conscience que le monde a changé, qu'on est désormais

confronté à des menaces géopolitiques plus diffuses qu'au XX<sup>e</sup> siècle. La menace terroriste est plus diffuse, mais les risques sont plus élevés. Et à ce nouveau type de risques doit correspondre un nouveau mode de gestion de ces risques, y compris dans les écoles. »

Etienne Michel rappelle que la Communauté française avait voté en 2009 un décret prévoyant de financer le conseiller en prévention que chaque école doit avoir. Mais le financement

n'a jamais suivi. Et pourtant, dit-il, « on ne peut plus se contenter d'approches minimalistes ou approximatives », car « en cas de menace terroriste, l'évacuation n'est pas nécessairement la meilleure attitude ».

Et de souligner son propos par un exemple fort : « Si vous allez à Jérusalem, vous verrez que les gens ont acquis une série de réflexes. Il ne faut pas exclure qu'on soit, un jour, amené à prendre en exemple des dispositions prises dans d'autres pays. » ■

## LA VIE SOUS NIVEAU 4

### LES FAITS

Qu'y a-t-il de plus opposé que l'innocence d'un jeune enfant se rendant à l'école et une arme chargée, portée en bandoulière. C'est face à

ce paradoxe que les parents des gamins se rendant pour la première fois de la semaine en classe se sont retrouvés ce mercredi. Ce sont des policiers armés, et équipés qui attendaient

leurs enfants à la porte de leur établissement. Niveau 4 oblige. Face à cette situation, une conclusion pour Etienne Michel, l'école doit évoluer avec les risques que connaît notre société. Les

hôpitaux, les sports, les cinémas, les théâtres et les salles de spectacle en général ont également dû, et devront encore, elles aussi, s'adapter aux risques de notre société.

## Ecole : « A risque nouveau, gestion nouvelle »

► Le patron de l'école catholique juge que l'école doit s'adapter aux périls nouveaux.

► La Communauté est invitée à financer les conseillers en prévention, promis en... 2009.

### ENTRETIEN

Etienne Michel est le directeur général du Secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec).

Fallait-il fermer les écoles lundi et mardi ? Et fallait-il les rouvrir mercredi ?

Les autorités ont jugé qu'il était pertinent de fermer les écoles. Dans la mesure où nous n'avons pas, nous, d'information sur la nature des menaces qui pèsent sur les écoles, la seule chose que nous pouvions faire, c'était de prendre au sérieux les recommandations

de ceux qui disposent de ces analyses. Jusqu'à preuve du contraire, je pense que les autorités ont fait ce qu'elles devaient, dans un contexte d'incertitude. Et d'une façon générale, les autorités ont été en mesure de diffuser assez rapidement des recommandations pertinentes vu le contexte. Contrairement à ce que certains ont pu dire, la coordination a été assez bonne.

N'avez-vous pas été étonné, lundi soir, d'apprendre que les écoles devaient rouvrir le mercredi alors que niveau d'alerte restait au niveau 4 ?

On s'est demandé quelles mesures pouvaient être prises pour que cela se fasse dans de bonnes conditions. Et nous avons appris que les autorités avaient décidé d'assurer une sécurité visible aux entrées et sorties à l'école - je pense au renfort de 300 policiers.

En gros, les dispositifs de sécurité mis en place mercredi étaient corrects selon vous ?

Dans l'essentiel des situations, il y a eu la volonté d'appliquer au mieux les recommandations de la ministre ou des autorités communales - limiter le nombre d'entrées aux écoles, mettre en place des créneaux horaires pour les entrées et sorties, interdire l'accès à l'école à une série de personnes, y compris parfois les parents. Une question plus délicate : faut-il réduire ou supprimer la possibilité de sortir de l'école à midi ? Certains se sont demandé si on a autorité pour interdire cela, y compris aux plus de 18 ans ?

Et la réponse ?

La réponse... c'est qu'on n'a pas réponse à tout à ce stade-ci. Les écoles font au mieux en sachant qu'on est dans une certaine fragilité juridique.

C'est tenable à moyen ou long terme ? Ne va-t-on pas devoir vivre dans un monde nouveau, comme dirait Emmanuel Valls ? L'école va devoir vivre dans un

monde nouveau. Il faudra une prise de conscience que le monde a changé, qu'on est désormais confronté à des menaces géopolitiques plus diffuses qu'au 20<sup>e</sup> siècle. La menace terroriste est plus diffuse mais les risques sont plus élevés. Et à ce nouveau type de risque doit correspondre un nouveau mode de gestion de ces risques, y compris dans les écoles. Il faut y mener une politique structurelle de prévention des risques, en adéquation avec la législation fédérale.

Qui dit quoi ?

Elle oblige tout employeur à mettre en place une politique de prévention des risques. La loi vise évidemment les risques classiques liés au travail, au risque d'incendie, etc.

Cette obligation comporte une analyse des risques, la nécessité de se doter d'un plan quinquennal de gestion des risques et d'un plan annuel. Cette obligation vaut

pour les écoles. Elle suppose que chaque école désigne un conseiller en prévention. Un décret, en Com-

munauté française, voté en 2009, prévoit de financer un tel conseiller. Mais ce décret n'a jamais été financé. Résultat : il y a aujourd'hui un nombre significatif d'écoles - surtout fondamentales - qui sont dans l'impossibilité de répondre à leurs obligations. Les risques généralement traités jusqu'ici, c'est l'utilisation des machines-outils dans l'enseignement qualifiant, les risques

d'incendie. La question, maintenant, c'est le contexte : peut-on continuer à bricoler comme ça ? En sachant que, dans l'enseignement fon-

damental, tout ne peut pas continuer à peser sur les épaules du directeur...

**Bref : vous interpellez la Communauté.**

Elle ne peut plus attendre pour mettre en œuvre - et financer - le décret de 2009 (cela représente de 7 à 8 millions). J'y reviens : à un nouveau type de risque, il faut un nouveau mode

de gestion des risques.

On s'est focalisé depuis 30 ans sur les risques d'incendie - à juste titre. Et les plans d'urgence sont souvent des plans d'évacuation des bâtiments en cas d'incendie.

En cas de menace terroriste, l'évacuation n'est pas nécessairement la meilleure attitude.

On ne peut plus se contenter d'une seule solution d'évacuation comme solution à tout risque collectif. On ne peut plus se contenter d'approches minimalistes ou approximatives.

**Faut-il former les élèves aux gestes à poser en cas d'intrusion dangereuse ? Jusqu'ici, les**

consignes sont évoquées dans des « courriers confidentiels » aux directions.

C'est une réflexion à mener. Mais je n'ai pas envie de précipiter les conclusions de cette réflexion. Entre les politiques de précaution et la diffusion inutile de l'angoisse, il y a un chemin à trouver.

**Dans certaines écoles, sensibles, ces formations existent. Il faut faire cela partout ?**

Il ne faut pas refuser de réfléchir à cela. Si vous allez à Jérusalem, vous verrez que les gens ont acquis une série de réflexes.

Il ne faut pas exclure qu'on soit, un jour, amené à prendre en exemple des dispositions prises dans d'autres pays. ■

Propos recueillis par  
PIERRE BOUILLON

## La Stib reste perturbée jusqu'à vendredi

Comme annoncé, les lignes de métro et prémétro ont partiellement repris ce mercredi. Le réseau Stib restera relativement perturbé jusqu'à la fin de la semaine.

« Nous allons nous réunir ce vendredi et nous déciderons à ce moment-là de rouvrir ou non le reste du réseau », explique un porte-parole de la Stib. Dans chaque station, des agents de sécurité veilleront à la sécurité des voyageurs. Quelque 200 militaires seront affectés à la sécurité dans le métro. Ce

jeudi, les lignes 1 et 2 seront exploitées jusqu'à vendredi, tandis que les lignes 5 et 6 resteront fermées. Le métro 1 roulera entre la gare de l'Ouest et Montgomery, de 6 à 22 heures. Alors que le métro 2 circulera entre Simonis et Elisabeth, de 6 à 22 heures. En ce qui

concerne les trams, les lignes seront exploitées pratiquement à 100 %. Seules trois stations ne sont pas desservies dans le centre de Bruxelles : Bourse, Anneessens et Lemonnier (tram 3 et 4). Alors que tous les bus fonctionnent aux horaires habituels ce mercredi.

## Charleroi « Les militaires rassurent mais ne sont pas très visibles »

Centre commercial Ville 2, à Charleroi, deux militaires battent le pavé devant l'une des entrées. Ils ne restent que quelques minutes et se dirigent très vite vers un autre accès de la galerie. « Nous sommes là pour sécuriser, mais nous ne pouvons pas en dire plus », lance l'un d'eux, la main posée sur son fusil-mitrailleur. Je ne peux pas en dire plus. » Alain, le vigile de Securitas, se montrera un peu plus loquace. « D'habitude, nous faisons des patrouilles, mais depuis que les militaires sont là, notre boulot a changé : nous surveillons les entrées et les militaires arpentent la galerie. Ensemble, nous veillons à la sécurité de tous. Quand quelqu'un veut entrer avec un gros sac ou un sac de sport, nous demandons à pouvoir l'examiner. On ne sait jamais ce qu'il peut y avoir dedans. Les gens comprennent très bien que c'est dans leur intérêt. Ils nous disent souvent merci. Mais on les sent plus stressés que d'habitude. Même s'ils ne sont pas moins nombreux à venir. »

Dimanche dernier, suite aux attentats parisiens et à la menace qui pèse sur Bruxelles, plusieurs perquisitions et des interpellations de suspects ont eu lieu en région carolo.

### « Un climat étrange »

De quoi décider la police locale à de-

mander le renfort de 28 militaires pour libérer les policiers de certaines tâches et leur permettre de se focaliser sur le travail de proximité. « C'est très bizarre, réagit un duo d'agents de quartier croisé à un angle du très commerçant boulevard Thirou en travaux. Nous continuons à surveiller notre zone, mais nous nous retrouvons affublés d'un gilet pare-balles alors que nos pouvoirs ne sont pas étendus. Ça crée un climat étrange. »

Charleroi serait-elle menacée au même titre que Bruxelles alors que le niveau d'alerte la concernant est resté au niveau 3 et n'est pas monté au niveau 4 ?

« Le parquet fédéral vérifie toutes les pistes, commente David Quinaux, porte-parole de la police locale. Chez nous, la menace n'est pas imminente, même si elle existe. Si un risque d'attentat existait, la police fédérale nous aurait avisés. Des vérifications sont faites et rien n'est laissé au hasard. Nous avons 229 écoles sur notre ville et nous faisons avec les moyens dont nous disposons pour sécuriser au maximum. Si la situation devait empirer, nous ferions des demandes et nous ferions avec ce que nous obtiendrions. Mais je peux assurer que la sécurité est maximale sur notre territoire. Les lieux de

grands rassemblements comme le métro, les centres commerciaux et les lieux culturels, sont surveillés. S'il fallait passer au niveau 4, on assumerait. »

Rue de la Montagne, passage obligé de tout adepte carolo du shopping, Christiane apprécie la présence des soldats. « C'est utile car j'ai peur. Les interpellations récentes ont montré que notre ville peut être une base arrière des terroristes. Ils peuvent donc frapper n'importe où. Mais le niveau 4 serait excessif pour notre ville. »

Seul souci dans les rues commerçantes du centre-ville, aucun militaire n'a été vu ce mercredi entre 10 heures et midi. « Je les ai d'ailleurs disputés hier quand je les ai vus à 11 heures pour la première fois », réagit Nancy, vendeuse de chaussures de la rue de la Montagne. Pourtant, ils sont présents, selon Chantal, vendeuse de gaufres. « Ils rassurent. C'est une très bonne décision de les avoir fait venir. Je ne crois pas à un attentat chez nous, mais on ne sait jamais. En tout cas, depuis les attentats de Paris, j'évite les grandes surfaces. » Les militaires ne sont pourtant pas très loin. Trois d'entre eux se trouvent sur la place Charles II, devant l'hôtel de ville. En les voyant, une passante témoigne « grâce à eux, on se sent

en sécurité. » ■

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

# absentéisme Trente à cinquante pour cent d'absence en maternelle

Après deux jours de fermeture, les écoles de la capitale ont rouvert leurs portes, mercredi matin. Et ce malgré le maintien de la menace terroriste à son niveau maximal (4).

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises (300 agents de police patrouillant aux abords des écoles mais aussi, sur recommandation de la ministre de l'Éducation, verrouillage d'un maximum d'accès aux établissements et, si possible, surveillance permanente de l'entrée par un membre du personnel). Mais bon nombre de parents n'ont pas jugé prudent de laisser leur gamin retourner à l'école aussi tôt.

Un taux d'absentéisme certain, essentiellement constaté en maternelle puisque la présence n'y est pas obligatoire. À l'institut de la Sainte-Famille de Schaerbeek, le directeur de l'établissement rapporte qu'environ « un quart à un tiers des élèves est absent aujourd'hui », chez les plus petits.

Alain Dehaene ajoute qu'en primaire, « il y a un ou deux élèves absents par classe ». Les raisons invoquées ? Parmi les quelques motifs « maladie », d'autres parents ont avoué qu'ils ne se sentaient pas rassurés de savoir les enfants à l'école dans le climat actuel qui se poursuit.

Même son de cloche à l'école Saint-Michel de Jette. Sauf que là, c'est au moins un élève sur deux qui est absent en maternelle, et un sur trois en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> primaires. À l'école Don Bosco de Woluwe, on a recensé au moins 50 % de taux de présence chez les plus jeunes. À noter tout de même, précise

le personnel de l'athénée Robert Catteau de Bruxelles, que certaines absences de ce mercredi ont été engendrées par les transports en commun, et particulièrement à cause des métros qui n'ont pas tous repris du service.

## Des directeurs compréhensifs

Généralement, les directeurs ne se formalisent pas et se disent compréhensifs quant à l'inquiétude qui inonde les familles. Ce qui pose davantage question, c'est le motif d'absence que l'école devra inscrire pour ces élèves. Selon la circulaire envoyée par la ministre Joëlle Milquet (CDH) en

début de semaine, les absences de lundi, mardi et même mercredi n'exigent aucune justification. Toutefois, si le niveau d'alerte ne sera pas réévalué avant lundi, que faire quant aux élèves qui ne reviendront pas en classe d'ici là ?

À la Sainte-Famille et Don Bosco, on avoue ne pas savoir quoi écrire, et attendre les directives de la ministre. À Saint-Michel, le directeur, Marc François, affirme : « Nous excuserons les absents jusqu'à la fin de la semaine, avec pour motif "niveau de la menace terroriste". » ■

VALENTINE ANTOINE

## QUE FAIRE DES ÉLÈVES ABSENTS ?

### Tolérance pour ce mercredi, aux directions de juger ensuite

On l'apprenait dès mardi : une série de parents n'ont pas souhaité envoyer leurs enfants à l'école, mercredi, estimant l'affaire trop périlleuse - le niveau d'alerte, maintenu à son niveau 4, le plus élevé, les inquiète.

Mercredi soir, Joëlle Milquet (CDH), la ministre de l'Éducation, a fait savoir que ces enfants ne seraient pas sanctionnés. Les écoles sont en effet invitées à les considérer comme étant en « absence justifiée ».

Et après ? Quel sort réservera-t-on aux élèves qui continueraient à rester chez eux ? Ici, la ministre tient un discours en deux points : on peut considérer que mercredi était un jour de « transition » mais, maintenant, la vie reprend ses droits - et la vie scolaire impose la présence à l'école. Ceci posé, Milquet ne tranche pas : c'est aux chefs d'établissements à prendre attitude, à juger au cas par cas, « dans le cadre de leur autonomie », a-t-elle dit mercredi. Comme évoqué ci-dessus, l'absence, mercredi, a surtout touché le niveau maternel - à ce niveau, la présence à l'école n'est pas obligatoire. S'agissant des examens, Joëlle Milquet estime qu'il n'y a pas lieu de les annuler. Enfin, la ministre fait savoir que les deux jours perdus (lundi et mardi) seront sans impact sur l'obligation (décrétale) d'assurer un minimum de 182 jours d'école par an.

P.BN

## PRIME DE TREMBLOTE

### 50 euros pour oser entrer à Bruxelles

On l'appelle la « bibbergeld ». La prime de la tremblote s'élève à 50 euros (brut) par jour et est offerte par De Lijn, la compagnie de transports publics flamands, à chaque chauffeur de bus qui se rend à Bruxelles. Et cela, tant que la capitale restera figée au niveau d'alerte 4.

« Cette décision fait partie d'une batterie de mesures prises pour motiver nos chauffeurs », explique à la VRT Dominique Renders, porte-parole de De Lijn pour le Brabant flamand. Mercredi, la société estimait que 10 % des chauffeurs étaient tenaillés par la peur de mettre le cap sur la capitale. Le ministre N-VA de la Mobilité Ben Weyts désapprouve

l'initiative : « Soit il existe un véritable danger et on interdit aux bus de se rendre à Bruxelles, soit les mesures de sécurité prises sont suffisantes pour circuler sans danger dans la capitale. C'est ce dernier scénario qui est privilégié par les autorités fédérales. Cette prime de danger est un mauvais signal, d'autant plus surréaliste que nous expliquons aux parents et aux enfants qui empruntent ces bus pour se rendre à Bruxelles qu'ils peuvent le faire en toute sécurité. »

Bern Weyts est d'autant plus choqué que, mercredi, une conductrice de De Lijn a perdu la vie pour sauver ses passagers lors d'une collision avec un train, à Pittem, en Flandre-Orientale. Sans bénéficier de la moindre prime de tremblote. Ben Weyts rencontrera le directeur de De Lijn pour évoquer cette mesure pour le moins controversée.

D.V.

# HÔPITAUX

## « Empêcher que des terroristes usurpent l'identité des services de secours »

La ministre de la Santé et le ministre de l'Intérieur ont envoyé aux services de secours et aux hôpitaux une circulaire qui décrit les mesures spécifiques à prendre face à la menace. Un texte qui a été interprété par d'aucuns comme le fait que le gouvernement pense que des terroristes pourraient tenter de commettre des attaques visant les services de secours. Des précautions inspirées par une tentative d'attentat évitée la semaine dernière à Hanovre, où des terroristes avaient l'intention de faire entrer des bombes dans un stade en utilisant une ambulance. Une interprétation niée dès mercredi matin par les deux ministres, qui ont tenu à souligner « *qu'il n'y a aucune preuve concrète que les hôpitaux ou les premiers intervenants paramédicaux sont ciblés par les terroristes* ». Reste que la note en question évoque clairement le risque que des terroristes essayent de se faire passer pour des membres de ces services en volant du matériel roulant ou des vêtements. Les instructions sont de vérifier que les membres du team de secours... en fassent bien partie, avec un port du badge des services d'aide médicale urgente.

A l'hôpital Erasme (ULB), on souligne que les dispositions prises dès samedi pour sécuriser les lieux couvrent largement les recommandations ministérielles, qui sont « *un rappel des mesures habituelles, mais importantes en ces circonstances. Mais elles ne laissent pas penser que les hôpitaux sont des cibles particulières. Depuis ce matin, l'accès aux plateaux des urgences et des soins intensifs a été restreint de manière plus intensive encore. Mais, depuis samedi, le nombre limité d'accès, le port obligatoire du badge et un gardiennage intensif sont en place* », explique Sophie Coppens, directrice de la communication. A St-Luc (UCL), Thomas De Nayer, chef de la communication, confirme que les mesures de sécurité évoquées dans la note « *sont effectivement appliquées de manière habituelle, mais que des rappels spécifiques ont été faits au personnel, en raison de la situation* ». Rassurant, donc ? On voudrait l'être. Mais, certains observateurs du terrorisme ne cachent pas que les services de secours et les hôpitaux restent des « cibles de choix ». Car un attentat, outre ses victimes directes, induit des « *victimes secondaires* » qui ne peuvent être pris en charge par les infrastructures frappées.

FR.SO

# SPORT

## Anderlecht-OHL sera joué à huis clos

A peine les modes avion des téléphones portables étaient-ils déverrouillés, mercredi midi, sur le tarmac de l'aéroport de Nice, qu'Herman Van Holsbeeck recevait en droite ligne des nouvelles de la Pro League, mais aussi du bourgmestre d'Anderlecht, Eric Tomas. « *On devra jouer à huis clos, dimanche contre Louvain et à un horaire avancé à 14h30* », ne pouvait que constater le manager général anderlechtois, sans toutefois afficher le moindre signe de dépit. Une mesure qui ne privera le Sporting que d'une petite partie des recettes ticketing puisqu'à peine un peu plus de 1.200 billets sont mis en vente à chaque match de championnat, le reste du contingent de places étant bloqué bien avant le début de la saison par les 18.300 abonnés et les VIP des 1.944 loges et des 32 suites de luxe. Quant au catering, tout a pu être annulé dans les temps et donc sans frais. On peut imaginer qu'en guise de dédommagement à l'adresse de son public d'abonnés et de partenaires, le club bruxellois compensera par une action pour un prochain match de gala, probablement lors de l'intersaison. Ajoutons qu'en D2, Union - Deinze et Eupen - Antwerp ont été remis.

FRÉDÉRIC LARSIMONT

# CULTURE

## Entre annulations et réouvertures sécurisées

Si la quasi-totalité des théâtres ont recommencé leurs activités, Forest national, l'AB, le Cirque royal et le Botanique restent fermés jusqu'au 29 novembre. Bozar, par contre, a rouvert ses portes avec un système de sécurité renforcé. Les sacs sont proscrits, le vestiaire obligatoire. A l'entrée, avec le sourire, trois gardes nous passent au détecteur de métal. Plus loin, le Mont des Arts est désert. Mim, BelVue, Musée Magritte, Musées royaux des beaux-arts, galerie ING : tout est encore fermé. Dans le centre, au cinéma Galeries, les deux guichetières attendent. « *Il y a beaucoup moins de monde que d'habitude, expliquent-elles. Et quand les gens viennent tout de même, ils parlent beaucoup des événements.* » Sur le plateau du Heysel, l'ambiance est aussi morose que le temps. Il faut dire que seuls les trams desservent l'endroit, le métro ayant été limité bien avant le stade. Officiellement, une centaine de personnes était présente aux séances du début d'après-midi. Soit beaucoup moins que d'habitude.

« *Nous ne pouvons pas rester dans la peur* », confie un papa venu avec ses deux filles. Même chose pour Tiffany et Laury, venues voir le nouveau volet d'*Hunger Games* entre copines. « *On profite que ce soit enfin rouvert !* » Quelques impressions plutôt rassurantes qui laissent penser que le public est heureux d'enfin retrouver un lieu de culture ouvert. Pourtant, ce seront les seules que nous pourrions recueillir. Le complexe interdit en effet formellement aux journalistes de parler aux clients, peu importe le sujet, peu importe si ces derniers ont envie de se confier. La peur a fait son œuvre et tout le monde est sous pression.

G.MY, J.-M.W. ET L.R. (ST.)